

L'Algérie en attente de son destin

La revue française de défense nationale vient de publier, en date de ce mercredi 30 mars, une tribune de Mohamed Chafik Mesbah intitulée «L'Algérie en attente de son destin». Nous reprenons, à l'intention de nos lecteurs, cette intéressante contribution.

Depuis de nombreuses années, des émeutes récurrentes ont frappé, de manière répétée, différentes localités sur l'ensemble du territoire algérien, à travers des mouvements de contestation sporadiques et circonscrits, suscités en général par des revendications d'ordre socioéconomique, mais touchant, dans leur ensemble, à la médiocre qualité de la gouvernance publique. Considérant que ces mouvements n'avaient pas vocation à s'agréger en se fédérant dans un mouvement de contestation de dimension nationale, les pouvoirs publics y ont accordé une attention relative. Toutes choses égales par ailleurs, il suffisait, pourtant, de se référer aux situations similaires en Amérique latine – certes, dans les années 1970 – avec des émeutes identiques, tout aussi sporadiques et circonscrites, pour se convaincre que ces processus, pour lents qu'ils soient, débouchent, en dernier ressort, sur des mouvements de contestation nationale de grande ampleur. Ceux d'Amérique latine, pour mémoire, ont défait les puissantes dictatures militaires latino-américaines.

Les émeutes qui viennent de secouer l'Algérie, en janvier 2011, démontrent, à l'évidence, que le potentiel de contestation y est puissant et qu'il peut, au même moment, toucher tout le territoire national. Le nouveau contexte arabe, propice à l'éclosion d'imposantes manifestations populaires, pousse à s'interroger sur le mécanisme qui fera, inexorablement, évoluer ces émeutes d'apparence circonscrite vers un mouvement capable de provoquer un processus de changement de régime.

Les émeutes qui ont touché, au mois de janvier dernier, l'ensemble du territoire national n'ont certes pas eu d'effet d'entraînement sur le reste de la population. Il n'en reste pas moins que, tout en se démarquant des violences, l'opinion publique nationale n'a guère contesté le bien-fondé des slogans scandés par les jeunes manifestants. Le fait que ces émeutes n'aient fait entrer en scène que des groupes de jeunes ne doit pas conduire à une erreur de diagnostic. C'est la réalité sociale dans sa globalité qu'il faut observer. Il se trouve, justement, que, malgré les scènes quotidiennes de contestation qui essaient à travers tout le territoire national, les pouvoirs publics se cantonnent au constat d'un phénomène limité à des groupes épars de jeunes contestataires et refusent, obstinément, d'admettre l'existence, à l'échelle de toute la société, d'un état latent de révolte lié à une contestation d'essence politique.

Par-delà les difficultés d'ordre économique et social auxquelles elle est confrontée, la population focalise son

énergie sur le système de gouvernance publique à propos duquel elle exprime, volontiers, un profond désaveu. Ce qui prédomine, en effet, dans l'état d'esprit de la population, c'est une immense rancœur contre un système de gouvernance qui est ressenti comme, foncièrement, injuste. La forte aspiration à une vie décente qui se lit dans les attentes exprimées par cette population s'accompagne toujours d'une profonde exigence de dignité.

Ce désaveu et cette rancœur sont ravivés, est-il besoin de le souligner, par le sentiment de dilapidation effrénée des deniers publics que nourrit et conforte la comparaison, souvent brandie, entre les chiffres colossaux des réserves en devises du pays, le niveau de vie médiocre de l'immense majorité de la population et les fortes sommes détournées dans les affaires de corruption.

Il faut avoir présent à l'esprit que le sentiment d'égalitarisme est largement répandu au sein d'une population où les jeunes de moins de vingt ans représentent 60% du total. Il n'est pas exagéré d'affirmer que la société algérienne est, actuellement, scindée en deux blocs. D'une part, la société réelle, la grande majorité de la population, en particulier «les laissés-pour-compte», tous âges confondus, qui peinent pour s'assurer les conditions d'une vie à peine acceptable. D'autre part, la société virtuelle, c'est-à-dire les appareils et institutions publiques avec les personnels responsables qui les peuplent, en déphasage chronique avec la société réelle. Cette fracture est à l'origine des épisodes ininterrompus de contestation de la gouvernance publique qui continuent de se dérouler à l'échelon local. Elle explique parfaitement le taux d'abstention excessivement fort enregistré lors des scrutins électoraux intervenus depuis une décennie, en particulier les élections législatives et présidentielles.

Le gouvernement algérien, occultant la dimension politique de la tension, a décidé de procéder, dans l'urgence, au traitement des seules revendications sociales et économiques, celles qu'il a cru pouvoir identifier. Il a débloqué d'importants crédits, sous la forme d'un programme spécial d'un montant de 180 milliards de dinars, soit deux milliards et demi de dollars. La question porte moins, cependant, sur le montant financier dégagé que sur la cohérence d'ensemble de la démarche et la capacité des structures publiques à consommer correctement, en termes d'efficacité et de délais, les crédits alloués. Pour preuve de cette incapacité, des listes d'attente sont déjà signalées au niveau des communes désemparées, incapables de répondre aux réclamations pressantes de citoyens avisés des engagements solennels du gouvernement.

A court terme, donc, l'impact des mesures décidées semble aléatoire. C'est plutôt le risque de développement exponentiel de la petite corruption qui se profile au niveau des échelons administratifs subalternes, avec une soif insatiable de revendications matérielles des différentes catégories sociales, lesquelles seront satisfaites en théorie, mais pas automatiquement, au plan pratique. Cette série de mesures gouverne-

mentales est loin de constituer le sous-bassement d'une véritable politique économique cohérente et pertinente. A court terme, la situation sociale risque, d'ailleurs, d'empirer, le gouvernement s'étant engagé sur des mesures qu'il lui sera difficile d'appliquer sur le terrain. Pour utiliser une image, volontairement exagérée, le gouvernement, pour faire parvenir, directement, aux jeunes chômeurs et aux femmes au foyer l'aide financière qui leur a été promise, devrait ouvrir, auprès du Trésor public, 35 millions de guichets. C'est, naturellement, hors de portée.

La population exige, sans conteste, sa part de la rente pétrolière. Même sans contre-partie productive. Mais si les aspirations populaires portent sur des exigences liées à l'amélioration du niveau de vie, elles comportent, également, une revendication fondamentale de dignité.

La gouvernance publique étant jugée inefficace, et surtout injuste, c'est une exigence de dignité qui est exprimée avec une revendication essentielle, sous-jacente de mutation du mode de gouvernance publique. Nous sommes là dans le champ des revendications politiques avec une exigence implicite de démocratie.

La mauvaise gouvernance publique devant, selon toute probabilité, persister, la situation ira en s'aggravant à travers des mouvements de contestation sociale de plus en plus puissants, peut-être de plus en plus violents.

Plutôt que de tension, il faut parler, en effet, de crise de gouvernance. Une crise qu'il n'est possible de dépasser que par une transition démocratique, seule garante d'une transformation radicale et durable du mode de gouvernance qui est contesté. Les responsables officiels algériens, continuent, pourtant, de faire l'impasse sur la dimension politique des attentes populaires, certains d'entre eux ne rougissant même pas de comparer leur peuple à un simple «tube digestif», ne pouvant imaginer que les Algériens sont en attente, non pas de pain, mais d'un processus audacieux de réformes politiques en prise avec leurs exigences relatives au fonctionnement démocratique de la société. Il faut se rendre dans les quartiers populaires, au cœur et à la périphérie des grandes villes, pour se convaincre que les émeutes récurrentes qui s'y déroulent, en permanence, se rapportent bien à un profond rejet du mode de gouvernance publique, pas seulement à une amélioration du niveau de vie. Au surplus, il faut bien tenir compte de l'émergence de cette nouvelle génération de militants islamistes difficilement réductibles aux grilles d'analyse antérieures. Dans la rue, il existe, désormais, de nouveaux islamistes discrets, qui aspirent, eux aussi, à une vie décente dans la dignité. Ils veulent exhiler leur rancœur mais dans la discrétion et avec un sens déroutant de l'efficacité. Demain, en cas de soulèvement populaire, pourront-ils faire basculer le rapport de forces ? Difficile de répondre car il n'existe pas d'informations corroborées sur leur mode d'organisation et la nature du leadership qui s'exerce parmi eux.

Nonobstant l'existence avérée de ce potentiel interne de contestation populaire, quel effet peut exercer, par ailleurs,

Par Mohamed Chafik Mesbah,
politologue, ancien officier
supérieur de l'Armée nationale populaire.
Docteur d'État en sciences politiques et
diplômé du RCDS Londres.



l'environnement international sur l'accélération des événements en Algérie ? Dans un monde qui est en pleine reconfiguration, ce sont les Etats-Unis, prioritairement, qui tentent de s'approprier une place éminente dans les régions qui présentent pour eux un intérêt fondamental, par le positionnement géostratégique ou par la disponibilité de richesses naturelles. Dans le cas de l'Algérie, trois mots-clefs peuvent justifier un tel intérêt : hydrocarbures, Sahel et immigration. La proximité de l'Algérie de l'Europe occidentale, son appartenance à la zone sahélienne ainsi que son statut de pourvoyeur important de l'Union européenne en pétrole et en gaz lui donnent, en effet, un positionnement géopolitique particulier qui appelle l'attention des Etats-Unis et de l'Union Européenne. La France et, d'une manière plus générale, l'Union européenne accordent sans doute à ce pays une attention essentielle, à la seule différence que les Etats Unis, plus volontaristes, manifestent leur intérêt par un engagement plus concret.

Un effet domino est-il inévitable dans le cas de l'Algérie ?

Le cours des choses dans ce pays va dépendre de trois variables principales.

Premièrement, la capacité d'anticipation dont fera preuve le régime pour engager un processus de véritables réformes politiques. En réalité c'est un programme de transition démocratique des plus classiques qu'il faudrait mettre en œuvre avec la mise en place d'un gouvernement de transition, l'organisation d'élections législatives anticipées, l'organisation d'une élection présidentielle anticipée, le tout accompagné de l'ouverture immédiate du champ politique et médiatique. Dans le cas spécifique de l'Algérie, ce processus transitoire est subordonné, toutefois, à deux préalables : l'ouverture sans délai de procédures judiciaires contre les personnalités impliquées dans des affaires de grande corruption car le ressentiment populaire est particulièrement fort, ainsi que l'engagement de l'institution militaire, dans des conditions à déterminer, à jouer un rôle de garant de la transition démocratique, elle seule étant en mesure de déjouer les tentatives qui se feront jour, inévitablement, pour faire avorter la transition.